

Ce n'est pas le burkini mais le salafisme qu'il faut interdire

PIERRE HAZETTE

Sénateur honoraire, ancien ministre, membre de Stand up for Europe

Les intellectuels européens, héritiers des Lumières, et les musulmans éclairés ne parviendront qu'ensemble à revisiter les fondements humanistes de la pensée antitotalitaire. Tel est le message qu'Alexandra Laignel-Lavastine nous adressait l'an dernier dans son essai «La pensée égarée.»

C'est une phrase dense. Elle nous renvoie à l'effort des philosophes au X^e siècle et à leurs héritiers que nous sommes censés être. Elle distingue, parmi les pratiquants de l'islam, les musulmans éclairés. Elle en appelle à une concertation des uns et des autres dans une recherche commune des fondements de nos démocraties. Elle insiste sur la condition du succès: ensemble.

Il est vrai que nous avons le tort de nous être assoupis dans la certitude fallacieuse que nous avions bâti un régime politique libéral indestructible. Quelques bombes, quelques rafales de kalachnikov, quelques décapitations nous ont réveillés.

Il est tout aussi vrai que notre ennemi n'est pas l'islam, parce que l'islam a tellement de visages, tellement de tendances, de dissidences, de querelles et de guerres intestines qu'on ne peut imputer à toutes les abominations de quelques-uns. Mais

ces «quelques-uns» se réclament d'Allah comme le fait le plus pacifique des croyants.

Précisons donc: l'islam n'est pas coupable mais le salafisme l'est.

La dernière décennie du siècle dernier a opposé le gouvernement algérien à la folie meurtrière du Groupement salafiste pour la prédication et le combat. Le GSPC, désormais rallié à Al-Qaïda, à moins que ce ne soit à Daech, synthétisait dans son titre les deux tendances majeures du salafisme: la

prédication et le combat.

Dérive sectaire de l'islam

Sous prétexte de revenir au message authentique du Prophète, c'est-à-dire aux textes du VII^e siècle, il conteste à la fois la laïcité et la démocratie. Les droits de l'homme et du citoyen n'ont aucune valeur ni dans les prêches de ses imams, ni dans

la pratique de ceux qui sont mandatés pour les combattre jusqu'à la mort.

Le salafisme est un produit d'exportation de l'Arabie saoudite. C'est la puissance pétrolière qui lui assure ses moyens financiers. Dans le pays, on le rapporte fréquemment, l'égalité de l'homme et de la femme est une hérésie; la décision de ne pas être croyant ou de changer de religion constitue un délit majeur; la presse ne jouit d'aucune liberté. Pourtant, cette application du salafisme est une atténuation; elle est dite «douceur». On doit cette «douceur» à Mohammed ben Abdelwahhab et c'est en mémoire de lui que ces salafistes sont aussi appelés wahhabites.

On compterait une trentaine de mosquées salafistes en Belgique.

Sous couvert de l'article 9 de la convention européenne des Droits de l'Homme, le salafisme est toléré. En effet, «la liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques ou à la protection des droits et libertés d'autrui».

Il faudrait donc une loi bien argumentée pour interdire l'islam salafiste.

Si le Parlement ou, mieux encore, le gouvernement décidait d'engager la procédure législative, il pourrait recourir au Centre d'information et d'avis sur les dérives sectaires nuisibles. Le Centre a ouvert un dossier sur les dérives sectaires de l'islam salafiste. Le dossier est instruit.

Interdire l'islam salafiste en Belgique et, si possible en Europe, est peut-être tout simplement une condition de survie pour

les Européens.

C'est en tout cas l'occasion de sortir d'une confusion délétère.

Les musulmans des autres obédiences, sunnites comme chiïtes, en affirmant ce qu'ils sont, ouvriront les yeux des Européens. La réconciliation est à ce prix.

Ce prix, le roi du Maroc vient de le payer. Nous ne pouvons laisser son message sans réagir. S'il mobilise l'islam qu'il appelle de ses vœux, nous pourrions parler librement des valeurs sur lesquelles nous ne transigerons pas et, en échange, nos démocraties pourront avoir à l'égard de l'islam les relations généralement harmonieuses qu'elles ont établies avec les autres religions, que ce soit dans un contexte de neutralité ou de laïcité.

Nous pourrions revisiter l'histoire et surtout, notre histoire commune. Nous serait-il insupportable de reconnaître la dette sous forme de connaissances que les Arabes ont préservées pour nous pendant le Moyen Âge? Leur serait-il insupportable de reconnaître les exactions que les Sarrasins ont commises en Espagne et en Gaule? Allons-nous justifier les Croisades quand Amin Maalouf nous montre ce qu'elles ont été? Vont-ils donner une explication plausible du conflit qui ensanglante les relations des sunnites et des chiïtes? Allons-nous défendre les frontières issues de la colonisation? Vont-ils reconnaître le droit à l'existence d'Israël sur une terre qui est sa patrie?

La réconciliation est possible si le bruit des attentats s'éloigne et pour qu'il s'éloigne, nous devons nous débarrasser du salafisme.

Le temps est venu.

«Interdire l'islam salafiste en Belgique et, si possible en Europe, est peut-être tout simplement une condition de survie pour les Européens.»